

**N° DP 25/664**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION FINANCIERE A LA REGION SUD PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR POUR LA PARTICIPATION DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE AU SALON VIVA TECHNOLOGY 2025**

**Le Président de la Métropole,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Attractivité et Développement Numérique du 05 juin 2025 pour un soutien à hauteur de 20 000 €,

**VU** la convention annexée à la présente décision,

**CONSIDERANT** que le Salon Viva Technology qui se tiendra du 11 au 14 juin 2025 à Paris Expo Porte de Versailles constitue un évènement annuel européen majeur dédié à la Tech permettant aux startups de présenter leurs innovations,

**CONSIDERANT** que l'édition 2024 a rassemblé plus de 165 000 visiteurs (+10 % vs 2023) et 13 500 startups venus de 120 pays,

**CONSIDERANT** que depuis neuf ans la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur rassemble sous son pavillon les métropoles d'Aix-Marseille Provence, Nice-Côte d'Azur et Toulon Provence Méditerranée ainsi que la Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis,

**CONSIDERANT** que ces territoires seront accompagnés de 36 startups innovantes issues de la Région et incarnant l'excellence régionale dans différents domaines stratégiques : Cybersécurité, Intelligence Artificielle (IA), Data...,

**CONSIDERANT** qu'en 2025 la Métropole TPM représentée par son Agence Métropolitaine de Développement Economique TVT Innovation, mettra à l'honneur 3 entreprises de son territoire sur son espace dédié,

**CONSIDERANT** que Viva technology permet à TPM de mettre en lumière la vitalité et la créativité de son écosystème local ainsi que son engagement à soutenir l'innovation dans toutes ses dimensions,

**CONSIDERANT** que cette participation mutualisée donne lieu à une participation financière de la TPM à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont les modalités sont exposées dans la convention de partenariat ci-jointe,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SOUTENIR** la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur à hauteur de 20 000 € TTC maximum (vingt mille euros)

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** et **DE SIGNER** la convention ci-jointe.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal, exercice 2025, article 65732 – opération N° 2121 – fonction 61.

La présente Décision sera

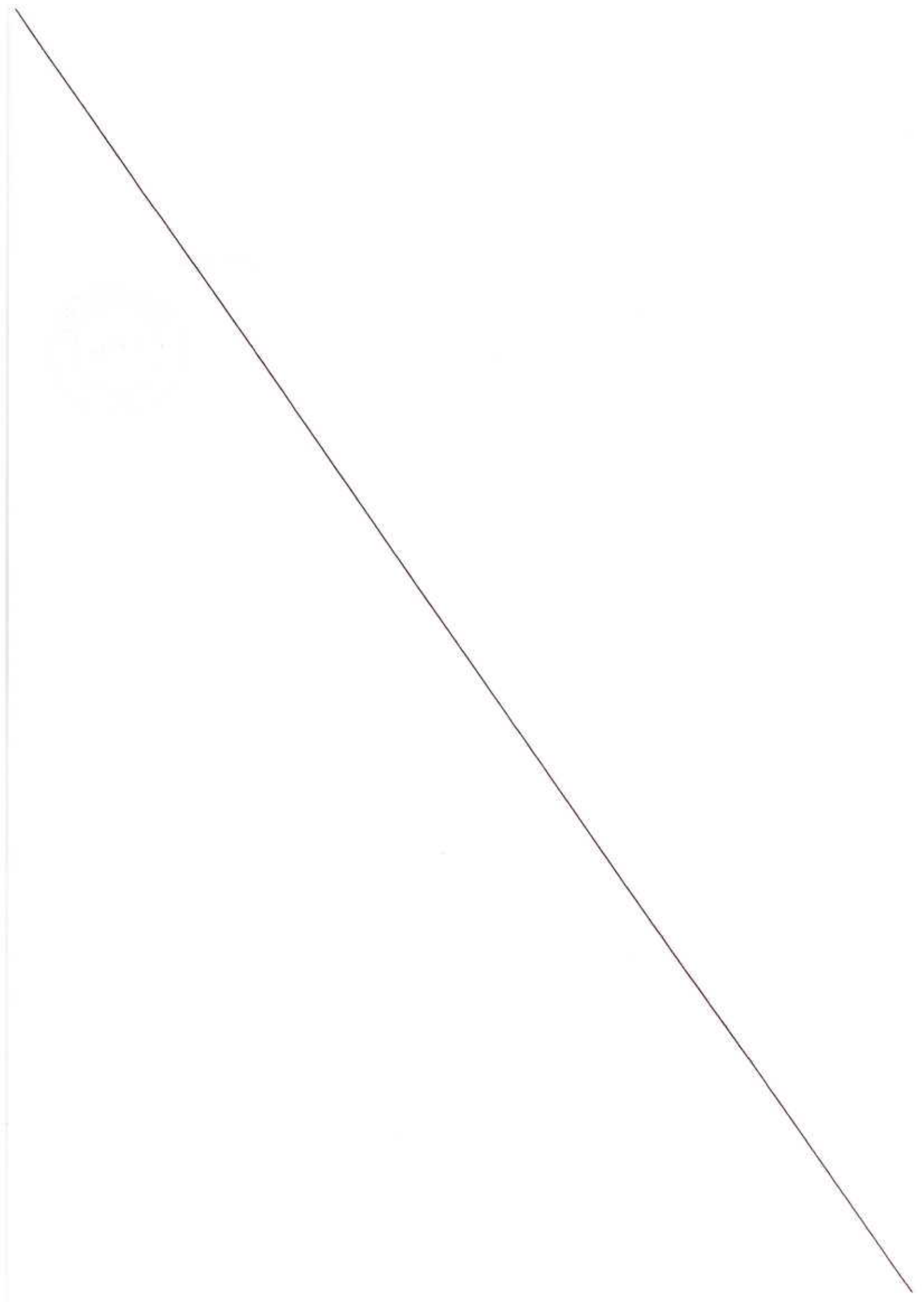
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **12 JUIN 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







## RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

### CONVENTION DE PARTENARIAT

### DANS LE CADRE DU SALON VIVA TECHNOLOGY 2025

#### ENTRE

**La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Renaud MUSELIER, dûment habilité par délibération °25- 0117 du 23 avril 2025,

Ci-après dénommée « la Région »,

**D'une part,**

#### ET

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par Jean-Pierre Giran, dûment habilité à signer la convention

Ci-après dénommée « le partenaire »,

**D'autre part,**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ; Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée ; Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu le règlement financier du Conseil régional,

## IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

La Région et ses partenaires ont convenu d'assurer la présence d'entreprises qui exposeront sur le stand régional de l'édition 2025 du Salon Viva Technology, qui se tiendra à Paris Expo Porte de Versailles, du 11 au 14 juin 2025.

Le stand de la Région est conçu avant tout comme un espace dynamique de démonstration, d'innovation et d'échanges, et ce afin de :

- Susciter l'intérêt pour le territoire régional et attirer du public, des clients et des partenaires potentiels pour les entreprises,
- Promouvoir l'excellence régionale sur différents domaines d'activités stratégiques : les nouvelles technologies qui s'appliquent au quotidien des citoyens et entreprises, la cybersécurité, l'intelligence artificielle et la donnée.

Des partenaires régionaux ont souhaité s'associer à l'évènement et le soutenir financièrement.

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Région et le partenaire dans le cadre de l'organisation de l'édition 2025 de Viva Technology.

### **ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE**

Le partenaire s'engage à :

- Verser à la Région, dès réception du titre de recette, la somme de 20 000 € (vingt mille) euros afin de contribuer à l'organisation de la présence régionale sur Viva Technology ;
- Valoriser les PME innovantes de son territoire spécialistes des nouvelles technologies qui s'appliquent au quotidien des citoyens et des entreprises, de la cybersécurité, - data – intelligence artificielle ;
- Mobiliser des moyens techniques, matériels et humains afin de présenter cet écosystème et son potentiel d'implantation d'entreprises ;
- Respecter les consignes mises en place par la Région pour la bonne organisation et le bon déroulement de la présence régionale sur le salon, et en particulier sur le stand régional ;
- Respecter les règles et règlements fixés par l'organisateur de Viva Technology.

La contribution à cette opération sera validée en assemblée générale annuelle de la structure.

### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION**

La Région s'engage à :

- Mettre à disposition du partenaire des espaces communs sur le Pavillon Région afin de promouvoir son territoire et recevoir des prospects : espace de rendez-vous BtoB, espace animations, espace d'accueil ;
- Proposer au partenaire des créneaux horaires dans le planning d'animation du stand afin de réaliser différents évènements, sous réserve de leur cohérence avec le programme d'animations global mis en place par la Région et son prestataire (ex : remises de labels, présentations économiques, témoignages...)
- Fournir aux représentants du partenaire des badges d'entrée leur permettant d'accéder au Salon ;
- Offrir au partenaire une visibilité sur les publications numériques ou papier afférentes au salon ainsi que sur les supports de communication liés à l'évènement en y insérant le logo du partenaire (mur de logos dans l'espace accueil, catalogue du salon, site web Région, dossier de presse) ;
- Offrir au partenaire la possibilité de diffuser un film sur l'écran placé dans l'espace accueil du stand, afin de mettre en valeur le territoire et la filière régionale ;
- Inviter des représentants du partenaire à participer aux opérations de communication dans le cadre du salon.

La Région autorise le partenaire à :

- Effectuer tout enregistrement visuel ou sonore du salon sur son stand qu'elle juge utile ;
- Diffuser ces enregistrements.

### **ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention de partenariat prendra effet à la date de sa notification au partenaire qui rendra exigible la participation financière et s'achèvera au 31 décembre 2025.

### **ARTICLE 5 : NON-RESPECT DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

La convention peut être résiliée à l'initiative de l'un des signataires, en cas de liquidation judiciaire de la structure partenaire ou en cas de renoncement à l'engagement pris de façon unilatérale et de plein droit par la Région, lorsque les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par les parties au contrat.



Dans ce dernier cas, la résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception, à la partie co-contractante.

#### **ARTICLE 6 : « INTUITU PERSONAE »**

La présente convention étant conclue « intuitu personae », les parties ne pourront en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PARTENAIRE RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le partenaire et la Région s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de transfert par le bénéficiaire à la Région de données à caractère personnel, celui-ci s'engage à :

- Informer préalablement les personnes concernées dudit transfert et de sa finalité ;
- Obtenir leur consentement express ;
- Transmettre à la Région les coordonnées du responsable de traitement de données, et celles de son délégué à la protection des données s'il en a un.

Les informations collectées par la Région sont à l'usage exclusif de ses services dans le cadre de son traitement de gestion des subventions mais également dans le cadre de sa communication institutionnelle. Le partenaire dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ses données qu'il peut exercer auprès du Délégué à la Protection des Données par le biais du site de la Région <https://www.maregionsud.fr/donnees-personnelles>.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de ses données personnelles, le bénéficiaire peut adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> ;
- Par courrier postal en écrivant à : CNIL - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

#### **ARTICLE 8 : INTANGIBILITE DES CLAUSES**

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.



## ARTICLE 9 : LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence  
Méditerranée

Le Président du Conseil régional

Jean-Pierre GIRAN

Renaud MUSELIER

